

Apir Concert

LE CANADA DANS UN MONDE EN MOUVEMENT

<u>Stanké</u>

JOE CLARK

Apir Cent

LE CANADA DANS UN MONDE EN MOUVEMENT

Traduit de l'anglais (Canada) par Caroline Lavoie



INTRODUCTION

Pour nous qui vivons dans des pays fortunés, la question qui s'impose n'est pas seulement de savoir ce que nous sommes ou ce que nous gagnons, mais ce que nous pourrions être. Cette question en appelle d'autres: À quoi aspirons-nous? Quels sont nos talents, avantages et atouts? Comment nous améliorer et approfondir notre influence sur les événements, tant au Canada qu'ailleurs dans le monde?

Ces questions, il n'y a pas que les pays fortunés qui peuvent se les poser. Les gens les soulèvent partout, même dans les coins les plus éprouvés de la planète. Et malgré le chaos, les conflits, la pauvreté endémique et le désespoir, des personnages extraordinaires se manifestent: ici, un Mahatma Gandhi, là, un Simón Bolívar, ailleurs, un Nelson Mandela. Ce sont là des exemples d'individus, mais à l'occasion des communautés ou des nations tout entières connaissent une rare explosion de génie, de force de caractère: l'Afrique du Sud dans les années 1980, le bloc de l'Est après l'effondrement du

communisme soviétique, l'Asie centrale avec ses « révolutions de couleur » et, plus récemment, toute la région où a fleuri le Printemps arabe.

Nonobstant ces exemples et d'autres semblables, il n'est sans doute pas raisonnable de s'attendre à de telles aspirations dans un pays désespérément pauvre, comme le Niger, où 75 % de la population gagne moins de 2 dollars par jour¹. Mais au Canada, il est raisonnable d'espérer que la population, l'une des plus prospères du monde, nourrisse de profondes aspirations. Après tout, au cours de notre histoire, nous sommes devenus de meilleurs citoyens, tant du Canada que du monde, un défi que nous avons relevé avec succès. Notre pays est immense et diversifié. Pourtant, si la géographie nous définit à bien des égards, le Canada n'est pas le fruit d'un accident de la nature, mais bien plutôt le résultat direct de l'exercice d'une volonté nationale.

L'ampleur de nos réalisations justifie qu'on les rappelle. Le Canada est une confédération extraordinaire d'anciennes colonies britanniques qui ont résisté à la force d'attraction économique et à la mission évangélique d'un bien puissant voisin. Pour intégrer les quatre coins d'un pays qui occupe toute la largeur de notre imposant continent, nous avons innové, d'abord en construisant un chemin de fer, puis en créant une compagnie aérienne nationale, une chaîne de radio et de télévision nationale, et des institutions culturelles, comme le Conseil des arts du Canada. Nous avons mis en place des instruments de protection, notamment la Charte des droits et libertés, les programmes d'équité, les régimes de retraite et d'assurance maladie, confirmant de la sorte que nous constituons une société, et non une simple entité géographique. Les accords de libre-échange que nous avons conclus nous aident à développer nos talents d'entrepreneurs. Et depuis les débuts, des millions d'individus prennent la diffi-

cile décision de quitter famille et patrie pour devenir citoyens de ce pays d'immigrants. Maintes nations sont façonnées par la géographie et l'histoire; on n'a qu'à penser aux États insulaires ou encore aux pays dont les frontières ont été tracées par les puissances coloniales. En revanche, le Canada est un pays qu'on a édifié et qui est devenu prospère grâce à une série de mesures visant à transformer nos atouts naturels en forces nationales. À présent, nous courons le risque de tenir cette prospérité et cette sécurité pour acquises. Nous avons édifié ce pays en sol favorable: ressources naturelles abondantes, terres fertiles, position géographique nous mettant à l'abri des grands conflits de ce monde. Aujourd'hui, nous risquons d'oublier à quel point nous avons toujours besoin d'aspirations, de vision et de réalisations si nous voulons rester prospères.

Ce livre revient sur les plus grandes réalisations du Canada, en particulier sur la scène internationale. C'est aussi un cri d'alarme: si ce pays ouvert sur le monde se replie petit à petit sur lui-même, si sa population se détourne de ce qui se passe à l'étranger, nous pourrions perdre nos plus grands atouts, pourtant plus précieux que jamais auparavant dans ce monde en mouvement.

Je me pencherai ici sur le potentiel international du Canada et sur ce que nous pouvons faire pour être encore plus prospères et respectés dans un monde où les turbulences et l'instabilité ne font que croître. Quand j'écris « nous », je ne parle pas que des gouvernements, je souligne également la contribution des « acteurs non étatiques » que sont les citoyens et les organisations. Je parle aussi plus généralement de l'exemple que donne notre pays et de la réputation qu'il a su se tailler à l'étranger. Toute réflexion sur le rôle international du Canada renvoie également aux affaires intérieures, car les actions de notre pays dans

Introduction 13

le monde sont intimement liées à ce que nous sommes sur la scène nationale.

J'ai eu le rare privilège d'apprendre à mieux connaître le Canada selon deux perspectives quasi opposées. La première, de l'«intérieur», en tant que premier ministre, ministre responsable des Affaires constitutionnelles et chef d'un parti politique fédéral qui a dû gagner le pays une région après l'autre pour pouvoir former un gouvernement. À trente-six ans, je suis devenu chef du Parti progressiste-conservateur du Canada. J'étais si jeune et si nouveau sur la scène politique que le *Toronto Star*, toujours si tendre à mon égard, m'a tout de suite appelé «Joe Who?». J'avais beaucoup à apprendre. Je me suis donc plongé dans l'étude des cultures et des communautés de ce pays, quartier par quartier, centre d'intérêt par centre d'intérêt, littéralement. J'ai appris le français, assimilé des données, écouté les gens me parler de leurs espoirs et de leurs craintes. Devenu ministre responsable des Affaires constitutionnelles quinze ans plus tard, j'ai fait sortir ce débat essentiel pour notre pays hors des couloirs du Parlement et l'ai fait entrer dans les collectivités partout au Canada, en menant des discussions publiques et ouvertes sur l'accord de Charlottetown. Voilà pour la première perspective, celle de l'« intérieur ».

À l'autre extrême, entre 1984 et 1991, j'ai eu le privilège de voir le Canada comme on le perçoit de l'« extérieur ». En tant que secrétaire d'État aux Affaires extérieures, j'ai constaté de mes propres yeux comment et pourquoi le Canada était vu sous un jour si favorable dans le monde. J'ai pu comprendre l'influence que nous pouvions avoir sur la communauté internationale dans son ensemble. Les sept années passées à la barre de ce ministère ont été remplies d'événements hors du commun et de grands bou-

leversements: chute du mur de Berlin, fin de l'apartheid, présence croissante du Canada en Asie et en Amérique latine, liens hautement productifs entre le Canada et les États-Unis menant à d'importants traités, notamment sur les pluies acides et le libre-échange. Le Canada était alors une puissance vraiment active pratiquement partout sur la planète, de Punta del Este à Pretoria, en passant par Peshawar et Paris. Ce mandat exceptionnel que m'avait confié le premier ministre Brian Mulroney a pris fin le 21 avril 1991, quand il a décidé de remanier son cabinet et de me nommer aux Affaires constitutionnelles. Notre fille Catherine a décrit cette transition mieux que quiconque: « Adieu Paris, bonjour Moose Jaw! »

Ce livre s'inspire de ce que j'ai appris tant à Paris qu'à Moose Jaw, et à bien d'autres endroits. Il ne s'agit pas de mémoires, mais plutôt d'une réflexion et de recommandations. Dans ce livre, je m'efforce de réfléchir à ce que nous sommes et à ce que nous avons été, nous, Canadiens et Canadiennes. C'est aussi une invitation à redéfinir notre place dans un monde où Moose Jaw, Paris et Peshawar se rapprochent chaque jour davantage.

Je discuterai en détail de deux défis qu'il est de plus en plus impératif de relever dans le monde d'aujourd'hui et pour lesquels, par un heureux concours de circonstances, le Canada est doté d'avantages naturels. Le premier est la prévention des conflits. Le second est le rôle de catalyseur que nous pourrions jouer pour amener les États et un éventail toujours plus vaste d'acteurs non étatiques à coopérer. Une telle alliance est nécessaire, car les acteurs non étatiques sont souvent mieux placés que les gouvernements pour comprendre les problèmes et trouver des solutions novatrices.

Ces deux défis que le Canada pourrait si bien relever ne constituent pas en soi une politique étrangère

Introduction 15

exhaustive. Nous devons défendre des intérêts économiques et commerciaux d'importance capitale, mais aussi des impératifs en matière d'environnement et de sécurité. Mais si on laisse les conflits s'envenimer ou si on néglige la réputation du Canada, ces grands intérêts seront menacés. Nous avons déjà fait nos preuves en concluant des partenariats et nous avons su gagner le respect. Il importe aujourd'hui de continuer à nous distinguer et à servir de référence dans le monde en mouvement qui nous entoure. Ces qualités nous permettent de répondre aux enjeux les plus difficiles qui se profilent à l'horizon. Elles témoignent aussi d'importantes capacités qui ne sont pas affectées par la croissance économique et la dominance d'autres pays. Si on leur accorde toute la priorité qu'elles méritent, elles constitueront un atout certain pour le Canada et lui permettront de se tailler une place influente dans le monde.

À mesure que j'explorerai ces enjeux, je ferai plusieurs propositions qui témoignent de notre passé en tant que nation, mais aussi de ce que nous sommes aujourd'hui et de ce que nous pouvons aspirer à devenir.

- En tant qu'État-nation, le Canada possède toujours une réputation internationale solide, positive, acquise sur les champs de bataille de deux guerres mondiales et renforcée par la compétence, l'initiative et la constance dont nous avons fait preuve en fondant et appuyant les institutions internationales et en embrassant la coopération dans la période de l'après-guerre.
- Pour défendre cette réputation, le Canada possède une identité propre qui le distingue de nations comparables et qui est manifeste tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Notre pays est diversifié, respectueux, constructif et moderne; ce sont là

- des atouts importants qui gagnent chaque jour en pertinence dans un monde en proie aux turbulences, interdépendant et de plus en plus multiculturel. Mais ces atouts, il faut les reconnaître, les mettre en valeur et les affirmer, faute de quoi ils pourraient s'éroder.
- Le gouvernement actuel a vigoureusement resserré la politique étrangère officielle du Canada pour l'axer sur le commerce et les initiatives militaires, diluant ainsi la priorité distincte que notre pays accorde traditionnellement au développement international et au multilatéralisme. Il a également rejeté la conciliation, notamment dans la poudrière du Proche-Orient. Tous ces changements de cap ont en grande partie été faits sans consultation publique. Or, ils pourraient mener à une grave détérioration de l'influence traditionnelle du Canada, jadis si actif sur la scène internationale.
- Plus que bien d'autres nations, le Canada possède les atouts d'une puissance ayant le pouvoir de contraindre par la force mesurable de ses richesses naturelles et de sa puissance militaire –, mais il a aussi le pouvoir de convaincre grâce à sa capacité à gérer la diversité, à sa réputation d'interlocuteur de confiance et à sa capacité de concilier les parties en conflit. Si le Canada continue de ne privilégier que la croissance économique et la puissance militaire, qui relèvent toutes deux du pouvoir de contraindre, et s'il néglige son pouvoir de convaincre, sa position dans le monde ne pourra que péricliter.
- La guerre froide reposait sur l'idéologie. De nos jours, nombre de conflits qui menacent les vies et l'ordre prennent racine dans un sentiment plus élémentaire: la peur que nourrissent certains groupes et la menace qu'ils sentent peser sur leurs

Introduction 17

valeurs ou leur identité. Cette peur, aussi vieille que l'humanité, peut se raviver plus facilement à une époque où l'information voyage instantanément et diffuse les diverses pratiques sociales, ébranlant les croyances les plus sacrées, créant de nouvelles aspirations, stimulant la colère, inspirant l'anxiété et la tension. Dans un tel monde, il faut savoir rassembler les identités en conflit, réconcilier les ennemis et chercher patiemment des terrains d'entente suffisants pour bâtir la confiance et encourager la collaboration. Aucune nation n'est mieux placée pour ce faire que le Canada, aussi bien ici qu'ailleurs dans le monde. On calculait jadis la participation du Canada

- On calculait jadis la participation du Canada aux affaires internationales par le nombre de ses représentants officiels: diplomates, militaires et agents de développement. Mais aujourd'hui, notre pays est de plus en plus présent sur la scène internationale par l'entremise de milliers de citoyens canadiens qui travaillent à l'étranger pour des organisations non gouvernementales, agences multilatérales, multinationales, regroupements religieux, organisations de bienfaisance et organismes de la diaspora. D'autres sont entrepreneurs ou bénévoles, servant les causes qui leur tiennent à cœur, que ce soit auprès d'Oxfam, d'Amnesty International, de Greenpeace, de la fondation Bill & Melinda Gates, de la Grameen Bank et de milliers d'ONG. Si leur influence considérable ne cesse de croître, ces acteurs ne disposent toutefois pas d'une force déterminante. Ils peuvent faire des suggestions, mais ne peuvent pas décider des politiques publiques ou changer les règles. Notre monde est toujours institutionnel par définition et les acteurs non étatiques sont rarement en position d'autorité. Nous avons la chance (mais aussi la difficulté) de pou-

- voir allier la capacité d'action des gouvernements et des institutions en général à la créativité et à la capacité de ces forces indépendantes.
- L'influence du Canada peut s'étendre grâce aux alliances conclues. Nous pouvons mettre à profit le rôle que nous jouons aux Nations Unies, au G20, à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et au sein d'autres alliances. Nous devrions cependant nouer d'autres partenariats qui pourraient améliorer notre capacité à anticiper et à gérer les conflits meurtriers, à imaginer de nouvelles réponses aux tensions profondément enracinées et aux défis qui hantent le monde moderne.
- Bien des initiatives propres au Canada découlent de sérieuses conversations nationales menées au sein de commissions royales, que ce soit sur nos institutions culturelles, les soins de santé ou le libre-échange. D'autres thèmes sont abordés – lors de rencontres entre premiers ministres, de débats parlementaires ou de campagnes électorales qui, au-delà des personnalités, s'attachaient jadis aux idées. Ces conversations nous permettaient de surmonter nos divisions culturelles et géographiques, mais aussi nos intérêts spécifiques. Mais au cours des deux dernières décennies, les conversations de ce genre se sont tues au pays. Nous devons renouer avec ces conversations pancanadiennes, et aborder la question de notre présence dans le monde est une excellente façon de le faire.

Je suis tout à fait conscient d'un enjeu qui se présentait au Canada il y a près d'un demi-siècle et qu'a décrit en 1968 l'économiste britannique Barbara Ward dans *Canadian Forum*:

Les plus grands atouts du Canada, ce sont ses relations extérieures. De toutes les puissances moyennes, le

Introduction 19

Canada se distingue en ceci qu'il possède davantage de ressources, que sa position est la plus centrale, que ses liens et son influence sont vastes et qu'il a la plus grande proportion d'experts relativement à sa population. Si le pays devait utiliser tous ces avantages et se présenter comme un modèle, avec le recul de l'histoire, on se rendrait compte que beaucoup de citoyens qui ont aidé à recréer l'image que le monde se fait de lui-même étaient canadiens [...]. Une personne qui veut quelque chose est cent fois plus forte que cent autres qui veulent qu'on les laisse tranquilles, c'est une évidence. Un Canada qui s'érigerait en pionnier comme première nation « internationale » de l'histoire non seulement exercerait une profonde influence sur le reste du monde, mais transformerait également sa propre vie politique².

POUR UN LEADERSHIP D'ACCOMPAGNEMENT

L'année 1989 a vu tomber deux murs gigantesques, ce qui allait changer profondément l'ordre du monde. Le plus connu est le mur de Berlin, une structure en béton, gardée par un contingent armé et longue de quelque 160 kilomètres, qui séparait Berlin-Ouest de l'Allemagne de l'Est. C'était le symbole par excellence de la guerre froide, qui a dominé les relations internationales pendant plus de quatre décennies. Le 9 novembre 1989, cette barrière est tombée et des milliers d'Allemands de l'Est ont envahi les rues libres de l'Ouest, marquant ainsi la fin d'une lutte meurtrière entre grandes puissances et ouvrant la voie à une nouvelle croyance en l'économie de marché. Mais il y avait un autre mur, que personne n'avait remarqué jusqu'à ce que l'avènement d'Internet le fasse tomber, instaurant un nouvel âge où l'information circule instantanément et atteint les quatre coins de la planète. Le 13 mars 1989 naissait le Web1. Quelle coïncidence d'événements révolutionnaires en à peine

huit mois: chute d'un mur concret qui symbolisait l'oppression par les États, mais aussi effacement d'un mur mental qui allait donner libre cours à l'expression individuelle!

Après la chute du mur de Berlin, le bouleversement le plus immédiat fut l'affirmation de la liberté dans les sociétés d'Europe centrale et orientale qui sonnait le glas de l'Union soviétique et de son empire. Quant à Internet, on se doit aussi de le souligner, il allait jouer un rôle vital dans les relations entre entrepreneurs, scientifiques, groupes d'intérêts spéciaux et militants de tout bord, leur permettant d'échanger de manière créative, au-delà des frontières politiques et culturelles habituelles. Une mondialisation comme on n'en avait jamais vu. Prises ensemble, ces percées ont profondément transformé la vie des gens, la nature de l'économie mondiale, la capacité de sortir près d'un milliard de personnes² de l'extrême pauvreté et les dynamiques qui gouvernent traditionnellement la politique étrangère.

Pendant plus de quarante ans, les profondes divisions de la guerre froide ont été symbolisées par deux pays, les États-Unis et l'Union soviétique, et deux coalitions, l'OTAN pour les nations occidentales et le pacte de Varsovie pour l'alliance soviétique. En février 1990, alors que l'emblématique mur de Berlin venait juste de tomber, le Canada a accueilli la toute première rencontre entre ministres des Affaires étrangères des États membres des deux coalitions, dans le cadre de la Conférence Ciel ouvert. Alors secrétaire d'État aux Affaires extérieures du Canada, j'ai présidé la rencontre, qui a pris place à l'ombre des piliers et des voûtes en grès de l'ancienne gare d'Ottawa, située au cœur de la capitale nationale. Nous devions négocier une entente autorisant les vols de surveillance par des avions non armés dans l'espace aérien des trentequatre nations concernées³. À la fois symbole et ins-

trument de la fin d'un antagonisme mutuel rigide entre ennemis jurés, le traité alors conclu a eu un résultat important et inespéré: une entente, en marge de la rencontre, sur la formule «deux plus quatre». Cette entente entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest, d'une part, et les quatre puissances les ayant occupées après la Seconde Guerre mondiale (l'URSS, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France), d'autre part, a mené à la réunification des deux Allemagne six mois plus tard⁴.

Pendant cette semaine froide et ensoleillée à Ottawa. le plus intéressant n'était pas de négocier traités et accords. Le drame humain se jouait ailleurs, dans les échanges entre Édouard Chevardnadze, ministre soviétique des Affaires étrangères, et ses homologues du pacte de Varsovie. L'OTAN avait, elle aussi, connu des mésententes, notamment sur la façon dont les Américains dirigeaient l'alliance, mais on les avait le plus souvent réglées par des débats menant à un consensus obtenu de haute lutte. En revanche, au sein du pacte de Varsovie, la recherche de consensus était plus rare. En effet, si Washington l'emportait le plus souvent à l'OTAN, Moscou dominait purement et simplement le pacte de Varsovie. La rencontre d'Ottawa était la première depuis le déclin de l'autorité soviétique, à l'aube d'une ère nouvelle.

En tant qu'individu, Chevardnadze était un homme charmant, compétent et compréhensif, largement respecté et réellement apprécié de ses collègues des deux côtés du mur. On le considérait comme un réformiste. Mais en 1990, cette grande estime dont il jouissait était éclipsée par la colère et le ressentiment accumulés contre l'Union soviétique par ses anciens pays satellites. Depuis la chute du mur de Berlin et l'ébranlement de la puissance soviétique, la conférence d'Ottawa était pour eux la première occasion de se revoir. En tant que président de la rencontre,

je me suis soudain trouvé devant une tâche inattendue: protéger le ministre soviétique des Affaires étrangères. C'était comme devoir protéger le rocher de Gibraltar, jusque-là perçu comme imprenable.

Le prédécesseur de Chevardnadze, l'austère et sévère Andreï Gromyko, avait commencé sa carrière diplomatique sous Staline et occupé le poste de ministre des Affaires étrangères pendant vingt-huit ans. Il agissait donc avec l'autorité d'un immortel. Les premières paroles qu'il m'a adressées, lors de notre rencontre initiale à Moscou, en 1985, visaient à me rappeler à quel point il jugeait ma position insignifiante: « Monsieur Clark, m'a-t-il dit, j'ai travaillé avec tous les ministres canadiens des Affaires extérieures depuis Louis St-Laurent. » Gromyko l'avait rencontré quand j'avais à peine dix ans. Le poste de ministre soviétique des Affaires étrangères avait acquis une aura d'invincibilité. Mais ce n'était désormais plus le cas. Les « satellites » du pacte de Varsovie étaient devenus des États égaux en droit, se comportant de façon indépendante et déterminés à suivre leur propre voie. De même, les citoyens de l'Allemagne de l'Est avaient réagi aux événements avec exubérance en envahissant les rues de Berlin-Ouest. C'était cependant de leur part des comportements individuels, alors qu'il s'agissait, dans le cas des États, d'un bouleversement des relations de pouvoir, d'un changement du cours de l'histoire.

Avec le recul, il est facile de voir que le mur de Berlin ne divisait pas que l'Est de l'Ouest, mais aussi le passé de l'avenir. Sa chute a mis fin à une époque où deux pouvoirs militaires dominaient le monde et a ouvert la voie à une nouvelle ère, dans laquelle une multitude de pouvoirs, plus ou moins officiels, ont trouvé leur voix, puis leur autorité. Maints processus parallèles avaient déjà gagné en force dans plusieurs pays. En 1960, alors que le Royaume-Uni accordait

l'indépendance à ses colonies d'Afrique, son premier ministre déclarait: «Le vent du changement souffle sur tout le continent. Que cela nous plaise ou non, cette prise de conscience nationale est un fait politique que nous devons accepter comme tel et nos politiques nationales doivent en tenir compte⁵. » En 1988, au Chili, le général Augusto Pinochet abandonnait la présidence après un plébiscite national dans lequel 55 % des Chiliens avaient voté contre son maintien au pouvoir⁶. L'Afrique du Sud vivait, elle aussi, une page déterminante de son histoire, qui a mené à la libération de Nelson Mandela de la prison Victor Verster et à la fin pacifique de l'apartheid. Le mur de Berlin, quant à lui, était emblématique d'un contrôle totalitaire. Sa chute a donc servi de catalyseur et de symbole de réforme.

Le changement le plus profond s'avéra toutefois psychologique. Partout sur la planète, les gens, se sentant soudain libres, ont commencé à agir plus indépendamment, sur le plan tant individuel que collectif, et à imaginer un avenir auquel ils nosaient pas aspirer jusquelà. Selon la Freedom House⁷, il y avait soixante-neuf « démocraties électorales » sur cent soixante-sept pays en 1989, soit 41 %. En 2012, ce chiffre est passé à cent dixsept sur cent quatre-vingt-quinze, soit 60%. Ces statistiques peuvent sembler un peu abstraites, mais l'impact humain et politique de cette évolution est indéniable. J'ai eu le privilège de diriger des équipes d'observateurs internationaux dans des pays où les élections avaient jusquelà été interdites ou entachées de fraude: République démocratique du Congo en 2006, pour sa première élection démocratique en quarante ans, et Mexique en 1994, pour la défaite historique du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis si longtemps. J'ai vu, de mes yeux vu, les longues files d'attente de citoyens exubérants, pleins d'espoir, conscients de leur valeur, soudain habilités à voter librement.

Dans les années tumultueuses qui ont suivi 1989, d'autres murs sont tombés. La science a changé la façon dont nous considérons la vie et a ouvert de nouvelles possibilités. Le 5 juillet 1996, la brebis Dolly est devenue le premier mammifère cloné à partir d'une cellule adulte. Voyager dans l'espace est désormais presque banal. Le commerce a été transformé par la technologie et par la vertigineuse vitesse des communications, qui, selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), facilitent « de nouveaux modèles d'affaires, processus, inventions, biens et services inédits [...] une compétitivité et une flexibilité de l'économie sans précédent⁸ ». Internet, limité à l'usage de spécialistes jusqu'au milieu des années 1990, a fait éclater par la suite les frontières de la planète. La révolution subséquente des communications a donné des ailes à de grands mouvements sociaux qui gagnent du terrain un peu plus chaque décennie, comme ceux qui revendiquent l'égalité des femmes et la préservation de l'environnement.

Les communications instantanées sont désormais si communes que nous sommes en train d'oublier à quel point le monde d'avant 1990 était divisé, et combien les informations circulaient lentement. Chacun restait chez soi, échangeant rarement ses idées et limitant ses activités à son cercle immédiat. Nous connaissions peu nos options et avions du mal à anticiper l'avenir. Les liens entre siège social et bureaux régionaux des entreprises qui se disaient multinationales étaient assez ténus. Consulter, innover ou répondre aux situations locales ne se faisait pas en temps réel. Les programmes de soins de santé ou d'apprentissage à distance étaient peu développés. Les diplomates envoyaient leurs rapports sur les principaux enjeux internationaux par télégramme. On ne trouvait rien en ligne. Les citoyens désireux de protester contre un régime répressif ignoraient tout de la lutte

d'autres personnes qui partageaient leurs espoirs ou leur colère, car ils n'avaient aucun moyen de communiquer. Un Printemps arabe aurait alors été peu probable. Aujourd'hui, on compte 7,1 milliards d'êtres humains sur la planète et près d'une personne sur trois utilise Internet ou le Web⁹. Selon Calestous Juma, du Harvard Belfer Center for Science and International Affairs, cette situation « a changé la façon dont les gens interagissent et mènent leurs affaires, tout en bouleversant profondément la gouvernance, grâce aux mesures de transparence et de reddition de comptes, et à l'expansion des communications entre militants et sympathisants; ainsi multiplie-t-on les occasions en matière d'éducation [et de santé] 10 ».

Ces changements sont fulgurants, ils bousculent l'ordre du monde plus que l'invention de l'imprimerie par Gutenberg, la mise au point du modèle T de Ford ou les recherches sur le nucléaire à Los Alamos. On ne peut plus rien tenir pour acquis. Demandez au président égyptien déchu, Hosni Moubarak. Ou au chef de la Réserve fédérale américaine, Alan Greenspan, qui, après l'effondrement des marchés, en 2008, a dit aux membres du Congrès américain: «Ceux d'entre nous qui ont compté sur l'intérêt propre des institutions de prêts à protéger le capital de leurs actionnaires sont en état de choc. C'est certainement mon cas11. » Il y a déjà près d'un siècle, à une autre époque de changements rapides, l'humoriste Will Rogers l'avait bien dit: « Ce n'est pas ce qu'on ne sait pas qui nous fait mal, c'est ce qu'on sait, mais qui n'est pas vrai.»

L'un des indicateurs les plus certains des bouleversements du monde d'aujourd'hui, ce sont les taux de croissance des principales économies. En 1976, le Japon et six pays occidentaux (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie et Royaume-Uni) représentaient plus de 60 % du PIB mondial¹². Cette année-là, on a invité le Canada à joindre le groupe des sept plus grandes économies de la planète. Mais selon les projections de Goldman Sachs, d'ici 2050 les États-Unis seront la seule nation occidentale à se trouver encore parmi les cinq principales économies de la planète, se classant loin derrière la Chine. Puis viendront, dans l'ordre, l'Inde, la zone euro, le Brésil, la Russie, le Japon et le Mexique. Le Canada se classera au seizième rang, un peu derrière l'Égypte et devant l'Italie¹³.

Fareed Zakaria, dans Le monde post-américain, prend soin de préciser que le réalignement des relations de pouvoir ne correspond pas au déclin d'une nation en particulier, mais plutôt à l'émergence et à l'affirmation de nouvelles puissances¹⁴. Le groupe du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) et les membres de l'Union européenne sont suivis d'une flopée d'autres pays que leur influence pousse de plus en plus sur le devant de la scène. On n'a qu'à penser à l'Indonésie (246,9 millions d'habitants¹⁵), au Nigeria (168,8 millions¹⁶) ou à la Turquie (74 millions¹⁷). Riches en ressources, stratégiques sur le plan géographique, abritant d'importantes populations musulmanes, militairement fortes, novatrices sur le plan de la gouvernance, ambitieuses, ces nations ont des populations compétentes et des économies en plein essor. Leur capacité à affirmer leur volonté se renforcera à mesure qu'augmentera leur niveau de compétence et d'éducation.

Ces changements sont importants non seulement parce que le *reste* du monde est en plein essor, mais aussi parce que les visions du monde de ces puissances émergentes sont fondamentalement différentes de celles des pays occidentaux. Ces derniers ont été les principaux architectes et dirigeants actifs d'une grande partie du système international pendant très longtemps: adoption de règles pour le commerce,

domination militaire, accès aux sièges permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, qui s'assortit d'un droit de veto. Le déséquilibre qui affecte le Conseil de sécurité renforce cette affirmation: sur les cinq pays ayant droit de veto, trois (États-Unis, Royaume-Uni et France) ont de profondes racines en Occident. Le premier est une superpuissance, tandis que les deux autres sont d'anciennes puissances coloniales. Les dirigeants ne relevant pas de la tradition occidentale entretiennent des vues différentes sur des questions essentielles, comme le caractère sacré du système de marché ou la notion de droits de la personne. Si l'on considère désormais ces pays comme des puissances émergentes, on les voyait il n'y a pas si longtemps comme des acteurs de second plan, certes importants, mais moins puissants que ne le justifiait leur poids démographique. Si l'ensemble des nations formait un gouvernement international apte à prendre des décisions et à donner le ton, on pourrait le décrire comme une sorte d'« opposition officielle », pour emprunter le jargon parlementaire. Ces nations pourraient parler, s'opposer, proposer d'autres options politiques, mais resteraient largement en marge du pouvoir. Le parti au pouvoir dans le monde, pendant longtemps, c'était l'OCDE, avec le G8 pour gouvernement et les États-Unis comme premier ministre. Pour filer la métaphore parlementaire, on pourrait dire que l'Occident au pouvoir s'est vu relégué ces derniers temps au rang de gouvernement minoritaire, obligé de prendre sérieusement en compte des forces qui lui avaient semblé jusqu'alors marginales, forcé de forger des coalitions permanentes. Pour le moment, les puissances occidentales ont encore le gros bout du bâton, mais elles doivent plus que jamais agir de concert avec d'autres, pour la simple et bonne raison que l'impact collectif des pays émergents s'accroît, contrairement au nôtre.

LE CANADA, RÉAFFIRME L'ANCIEN PREMIER MINISTRE JOE CLARK, POURRAIT JOUIR D'UNE PLUS GRANDE INFLUENCE ENCORE SUR LA SCÈNE MONDIALE.

Dans un monde devenu plus complexe, plus compétitif et plus divisé, le Canada possède un avantage essentiel: sa réputation, acquise au fil des ans, de partenaire de choix, capable de chercher et de diriger des consensus parmi des nations et des groupes qui ne s'entendraient pas normalement. Cette capacité est en forte demande à une époque où le pouvoir se déplace, glisse des États-nations vers des acteurs non étatiques, tels que les ONG, les sociétés internationales et les fondations privées.

L'auteur se penche sur ce monde en mouvement, qui pose des défis nouveaux et où le rôle de chaque pays sera transformé, tout en proposant une critique informée des politiques étrangères actuelles dans lesquelles les Canadiens ne se reconnaissent plus. Ainsi décrit-il l'occasion unique du pays de mettre de l'avant l'ensemble de ses atouts: en usant tant de son pouvoir de convaincre que de son pouvoir de contraindre, le Canada – qui a toujours été beaucoup plus qu'une puissance économique et militaire – pourrait incarner un nouveau modèle de leadership, un leadership d'accompagnement.

Ouvrage inspirant, qui témoigne de la grande expérience d'une figure politique respectée, *Agir de concert* offre une analyse lucide et probante du Canada, de ce qu'il est, de ce qu'il a été et de ce qu'il pourrait devenir.

Le très honorable Joe CLARK, P.C., C.C., a servi comme membre du Parlement canadien pendant vingt-cinq ans, dans les postes du plus haut rang du Conseil des ministres, dont ceux de premier ministre, secrétaire d'État aux Affaires extérieures, ministre des Affaires constitutionnelles et président du Conseil privé. M. Clark continue de travailler avec des fondations internationales, des associations et des sociétés sur les enjeux de gouvernance, de réforme démocratique, de la sécurité et de la paix. Il vit à Ottawa avec son épouse, Maureen McTeer.



